

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 06 novembre 2017

Le six novembre deux mille dix sept, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 27 octobre 2017, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Séverin BATFROI - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHARUGA - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Jérôme MERLE à M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Nathalie BRITES à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Christine DURAND à M. Séverin BATFROI - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE à Mme Sylvie GENIN LOMIER - Mme Assunta ROSIN BEDIN à Mme Brigitte GALLO - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Gaëlle BUREL - Mme Marie-Laure FELICI à M. Jean-Pierre SERRAILLIER - M. Adrien PSILA à M. Christian COIGNÉ - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à M. Jérôme GIACHINO - M. David BUISSON à M. Amédée MATRAIRE - M. Pierre-Manuel CHAUVET à Mme Florence PARVY - Mme Béatrice HEMARD à M. Yannick BELLE

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	20
Nombre de votants	:	32

La séance débute à 19 heures et 5 minutes.

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint : 20 élus municipaux sont présents, et 12 élus municipaux ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Francette GIERCZAK est désignée comme secrétaire de séance.

Monsieur le Maire transmet à Mme Florence PARVY, à sa demande, un tableau récapitulatif des indemnités de fonction des élus municipaux.

Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 21 septembre 2017 est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Enfin, l'exposé des questions à l'ordre du jour commence.

no d'affichage = 109

1 - SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES – RAPPORT ANNUEL DE LA MÉTROPOLE SUR LA QUALITÉ ET LE PRIX DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE POUR L'ANNÉE 2016.

Christian COIGNÉ,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2224-5 et suivants, et D. 2224-1 à 5 concernant le service public industriel et commercial de l'eau potable;

VU le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 qui fait obligation au Maire de présenter au conseil municipal un rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de l'eau potable;

VU le décret n°2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L. 2224-5 et modifiant les annexes V et VI du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 161 de la Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement modifiant l'article L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales ;

VU le rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de l'eau potable pour l'année 2016 établi par la métropole qui assure la compétence eau potable depuis le 1^{er} Janvier 2015 ;

VU l'examen de ce rapport par la commission consultative des services publics locaux de Sassenage réunie le 02 octobre 2017 ;

RAPPELLE que par délibérations en date du 16 décembre 2013, la ville de Sassenage a confié à la S.P.L. Eau de Grenoble, créée le 1^{er} janvier 2014, pour une durée de 30 ans, la gestion du service public de l'eau potable couvrant la fourniture et la distribution ainsi que l'exploitation des installations de production et d'adduction ;

RAPPELLE que la métropole créée en application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2015 ;

RAPPELLE que dans ce cadre, la métropole est tenue de présenter un rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de l'eau potable comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à la gestion du dit service public et une analyse de la qualité du service ;

PRECISE qu'une synthèse de ce rapport est présentée au Conseil Municipal de Sassenage le 6 novembre 2017 en vue d'éventuelles remarques ;

INDIQUE que le dit rapport annuel de la métropole est disponible auprès du secrétariat des élus.

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel métropolitain sur la qualité et le prix du service public de l'eau potable pour l'exercice 2016,

DE DIRE que, conformément à l'article D. 2224-5 du code général des collectivités territoriales, ce rapport annuel sera mis à la disposition du public en Mairie dans les quinze

jours qui suivent sa présentation devant le Conseil Municipal, le public en étant avisé par voie d'affichage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

PREND ACTE du rapport annuel métropolitain sur la qualité et le prix du service public de l'eau potable pour l'exercice 2016,

DIT que, conformément à l'article D. 2224-5 du code général des collectivités territoriales, ce rapport annuel sera mis à la disposition du public en Mairie dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le Conseil Municipal, le public en étant avisé par voie d'affichage.

Ce document est consultable soit en mairie de Sassenage, auprès du secrétariat des élus, soit à la direction de l'aménagement et de l'environnement, aux heures d'ouvertures au public.

2 - SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES - RAPPORT ANNUEL SUR LA QUALITÉ ET LE PRIX DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT MÉTROPOLITAIN POUR L'ANNÉE 2016

Christian COIGNÉ,

VU le code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) et notamment les articles L. 2224-5 et suivants, et D. 2224-1 à 5 concernant notamment le service public industriel et commercial de l'assainissement

VU le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 qui fait obligation au Maire de présenter au conseil municipal un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement (R.P.Q.S.),

VU le rapport annuel établi par les services de Grenoble Alpes Métropole, qui assure la compétence Assainissement depuis le 1^{er} Janvier 2000,

VU la délibération du conseil métropolitain de Grenoble-Alpes Métropole en date du 29 septembre 2017 examinant le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2016 ;

VU l'avis de la commission consultative des services publics locaux de Sassenage en date du 02 octobre 2017,

PRECISE que, conformément à l'article D. 2224-5 du code général des collectivités territoriales, ce rapport annuel doit être mis à la disposition du public en Mairie, dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le Conseil Municipal, le public en étant avisé par voie d'affichage.

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel métropolitain sur la qualité et le prix du service public de l'assainissement pour l'exercice 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

PREND ACTE du rapport annuel métropolitain sur la qualité et le prix du service public de l'assainissement pour l'exercice 2016.

Ce document est consultable soit en mairie de Sassenage, auprès du secrétariat des élus, soit à la direction de l'aménagement et de l'environnement, aux heures d'ouvertures au public.

3 - SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES - RAPPORT ANNUEL DE LA MÉTROPOLE SUR LA QUALITÉ ET LE PRIX DU SERVICE PUBLIC DE COLLECTE, DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION DES DÉCHETS URBAINS POUR L'ANNÉE 2016.

Christian COIGNÉ,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2224-5 et suivants, et D. 2224-1 à 5 concernant le service public industriel et commercial de l'eau potable;

VU le décret n°2007-675 du 2 mai 2007 pris pour l'application de l'article L. 2224-5 et modifiant les annexes V et VI du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 161 de la Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement modifiant l'article L. 2224-5 du code général des collectivités territoriales ;

VU le rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de collecte, de traitement et de valorisation des déchets urbains pour l'année 2016 ;

VU l'examen de ce rapport par la commission consultative des services publics locaux de Sassenage réunie le 02 octobre 2017 ;

RAPPELLE que la métropole créée en application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence de collecte, de traitement et de valorisation des déchets urbains ;

RAPPELLE que dans ce cadre, la métropole est tenue de présenter un rapport annuel sur la qualité et le prix du service public de collecte, de traitement et de valorisation des déchets urbains comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à la gestion du dit service public et une analyse de la qualité du service ;

PRECISE qu'une synthèse de ce rapport est présentée au Conseil Municipal de Sassenage le 6 novembre 2017 en vue d'éventuelles remarques ;

INDIQUE que le dit rapport annuel de la métropole est disponible auprès du secrétariat des élus.

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel métropolitain sur la qualité et le prix du service public de collecte, de traitement et de valorisation des déchets urbains pour l'exercice 2016,

DE DIRE que, conformément à l'article D. 2224-5 du code général des collectivités territoriales, ce rapport annuel sera mis à la disposition du public en Mairie dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le Conseil Municipal, le public en étant avisé par voie d'affichage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

PREND ACTE du rapport annuel métropolitain sur la qualité et le prix du service public de collecte, de traitement et de valorisation des déchets urbains pour l'exercice 2016,

DIT que, conformément à l'article D. 2224-5 du code général des collectivités territoriales, ce rapport annuel sera mis à la disposition du public en Mairie dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le Conseil Municipal, le public en étant avisé par voie d'affichage.

Ce document est consultable soit en mairie de Sassenage, auprès du secrétariat des élus, soit à la direction de l'aménagement et de l'environnement, aux heures d'ouvertures au public.

4 - SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES - RAPPORT ANNUEL 2016 DE CRÈCHE ATTITUDE SASSENAGE SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC PAR VOIE DE CONCESSION POUR L'AMÉNAGEMENT, L'ENTRETIEN, L'EXPLOITATION ET LA GESTION D'UNE CRÈCHE MIXTE VILLE-ENTREPRISE

Christian COIGNÉ,

VU, ensemble, les articles L. 1411-3 et L. 1411-13 et L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU les articles 34.4 alinéa 2 et 38 du contrat de délégation de service public de Crèche Attitude Sassenage ;

VU le rapport annuel du délégataire (Crèche Attitude Sassenage– groupe SODEXO) pour l'année 2016 ;

VU la présentation de ce rapport qui a été faite le lundi 02 octobre 2017 en réunion de la commission consultative des services publics locaux de Sassenage ;

VU la note de synthèse adressée aux membres du conseil municipal avec leur convocation, présentant le rapport d'activités et le rapport financier 2016 de Crèche Attitude Sassenage ;

RAPPELLE que par délibération en date du 28 octobre 2010, la Commune de Sassenage a confié à Crèche Attitude la délégation de service public par voie de concession pour l'aménagement, l'entretien, l'exploitation et la gestion d'une crèche mixte ville-entreprise ;

RAPPELLE que dans le cadre de ses obligations contractuelles, le délégataire doit fournir à l'autorité délégante un rapport annuel comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à la délégation de service public et une analyse de la qualité du service, ainsi qu'une explication de l'évolution des tous les postes de recettes et de dépenses par rapport à l'année précédente ;

RAPPELLE que ce rapport doit être mis à l'ordre du jour du Conseil Municipal afin qu'il en prenne acte ;

EXPOSE une note de synthèse du rapport d'activités et du rapport financier 2016 de la délégation de service public par voie de concession confiée à Crèche Attitude Sassenage ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport annuel du délégataire de service public par voie de concession pour l'aménagement, l'entretien, l'exploitation et la gestion d'une crèche mixte ville-entreprise pour l'exercice budgétaire 2016 ;

DE PRECISER QUE ce rapport est disponible pour le public au secrétariat des élus, au 3^{ème} étage de l'Hôtel de Ville, Place de la Libération, à Sassenage, conformément à l'article L. 1411-13 du code général des collectivités territoriales.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

PREND ACTE du rapport annuel du délégataire de service public par voie de concession pour l'aménagement, l'entretien, l'exploitation et la gestion d'une crèche mixte ville-entreprise pour l'exercice budgétaire 2016 ;

PRECISE QUE ce rapport est disponible pour le public au secrétariat des élus, au 3^{ème} étage de l'Hôtel de Ville, Place de la Libération, à Sassenage, conformément à l'article L. 1411-13 du code général des collectivités territoriales.

Mme Amandine AIMONE CHENEVAY entre en séance à 19 heures et 15 minutes.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Séverin BATFROI - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Jérôme MERLE à M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Nathalie BRITES à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Christine DURAND à M. Séverin BATFROI - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE à Mme Sylvie GENIN LOMIER - Mme Assunta ROSIN BEDIN à Mme Brigitte GALLO - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Gaëlle BUREL - Mme Marie-Laure FELICI à M. Jean-Pierre SERRAILLIER - M. Adrien PSILA à M. Christian COIGNÉ - M. David BUISSON à M. Amédée MATRAIRE - M. Pierre-Manuel CHAUVET à Mme Florence PARVY - Mme Béatrice HEMARD à M. Yannick BELLE

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	21
Nombre de votants	:	32

5 - SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES - RAPPORT D'EXPLOITATION DU CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ POUR L'EXPLOITATION, LA GESTION ET LA RÉNOVATION DES INSTALLATIONS D'ÉCLAIRAGE PUBLIC, DE SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLEURE, DE MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE, D'ILLUMINATIONS FESTIVES ET DE VIDÉO PRÉVENTION DE L'ANNÉE 2016

Christian COIGNÉ,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-29, L.1413-1 et L.1414-14 ;

VU le contrat de partenariat, conclu le 1^{er} janvier 2011 pour une durée de 15 ans, entre la ville de Sassenage et le groupement ALCYON-CITEOS en charge de l'exploitation, la gestion et la rénovation des installations d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore, de mise en valeur du patrimoine, d'illuminations festives et de vidéo prévention sur le territoire communal ;

VU le rapport d'exploitation annuel, relatif à l'exécution du service, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016, établi par le partenaire ;

VU l'examen de ce rapport par la commission consultative des services publics locaux réunie le 02 octobre 2017 à Sassenage ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de présenter le rapport d'exploitation à l'assemblée délibérante de la commune, avec les observations éventuelles du Maire ;

CONSIDÉRANT la note de synthèse transmise aux membres du Conseil Municipal de Sassenage ;

PRÉCISE que ce rapport d'exploitation doit être mis à la disposition du public en Mairie, dans les quinze jours qui suivent sa présentation devant le Conseil Municipal, le public en étant avisé par voie d'affichage ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE PRENDRE ACTE du rapport d'exploitation établi par le groupement ALCYON-CITEOS en charge de l'exploitation, la gestion et la rénovation des installations d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore, de mise en valeur du patrimoine, d'illuminations festives et de vidéo prévention de la commune de Sassenage pour l'année 2016.

Suit une question de M. Michel BARRIONUEVO à laquelle répondent Messieurs Daniel D'OLIVIER QUINTAS, Christian COIGNÉ et Séverin BATFROI.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

PREND ACTE du rapport d'exploitation établi par le groupement ALCYON-CITEOS en charge de l'exploitation, la gestion et la rénovation des installations d'éclairage public, de signalisation lumineuse tricolore, de mise en valeur du patrimoine, d'illuminations festives et de vidéo prévention de la commune de Sassenage pour l'année 2016.

Le rapport d'activités 2016 est disponible au service questure de la Mairie de Sassenage, 3^{ème} étage de l'Hôtel de Ville.

6 - DGS – SERVICE ÉTAT CIVIL RECENSEMENT DE POPULATION POUR L'ANNÉE 2018

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2122-21 10° du code général des collectivités territoriales permettant au conseil municipal de charger le maire de procéder aux opérations de recensement,

VU la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière statistique,

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée sur l'informatique, les fichiers et les libertés,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, et notamment son titre V, articles 156 à 158,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

VU le décret en Conseil d'Etat n° 2003-485 du 5 juin 2003 modifié définissant les modalités d'application du titre V de la loi n° 2002-276,

VU le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,

VU l'arrêté ministériel du 19 juillet 2000, modifié par l'arrêté ministériel du 9 octobre 2002 et notamment son article 1^{er},

VU l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485,

CONSIDERANT que le recensement reste sous la responsabilité de l'Etat, bien que le Maire soit le responsable de l'enquête dans sa commune, le Conseil Municipal doit charger le Maire de la préparation et de la réalisation de l'enquête. La réalisation des enquêtes repose sur un partenariat entre la commune et l'INSEE. La commune prépare et réalise l'enquête. Elle reçoit, à ce titre, une dotation forfaitaire. L'INSEE contrôle la collecte des informations.

CONSIDERANT qu'il convient de désigner un coordonnateur d'enquête chargé de la préparation et de la réalisation des enquêtes de recensement pour l'année 2018,

CONSIDERANT qu'il convient de désigner un correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2018,

CONSIDERANT que les agents recenseurs ont en charge la remise et la collecte des questionnaires aux habitants. Ils sont titulaires d'une carte officielle d'agent recenseur. Ils doivent tenir pour strictement confidentiel les renseignements individuels collectés,

PRECISE que la dotation de l'INSEE pour l'année 2018 est fixée à 2 218 euros,

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE CHARGER Monsieur le Maire de mettre en œuvre pour l'année 2018 la préparation et la réalisation du recensement de la population,

D'INSCRIRE au budget principal 2018 de la Ville en recette, le montant de la dotation forfaitaire allouée par l'INSEE, soit 2 218 euros, au chapitre 74

DE CHARGER le maire de nommer par arrêté municipal un coordonnateur d'enquête pour le recensement 2018 parmi les fonctionnaires municipaux,

DE CHARGER le maire de nommer par arrêté municipal un correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2018 parmi les fonctionnaires municipaux,

DE CHARGER le maire de recruter, par arrêté municipal pour les agents de droit public, ou par contrat de travail pour les personnes relevant du droit privé, les agents recenseurs nécessaires et prendre tous les actes administratifs nécessaires à ces emplois,

DE FIXER la rémunération brute des agents recenseurs comme suit pour l'année 2018 :

- Par feuille de logement rapportée : 1.62 €
- Par bulletin individuel rapporté : 1.92 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

7 - DEAS - SERVICE SCOLAIRE
SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AUX COOPÉRATIVES SCOLAIRES

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

EXPOSE que les écoles de la commune ont du renouveler une grande partie de leurs manuels en ce début d'année scolaire, du fait du changement des programmes de l'école élémentaire ;

RAPPELLE que des crédits spécifiques ont été votés lors du budget primitif ;

EXPLIQUE que certaines écoles ont anticipé et ont passé commande avec leur coopérative ;

PROPOSE en conséquence au Conseil Municipal, dans un souci de traitement égalitaire des écoles :

- **d'attribuer** une subvention aux 4 coopératives scolaires, d'un montant de 15€/élèves (du CP au CM2) soit :

Coopérative	Subvention (15€/élève)
HAMEAU	2 220.00 €
PIES	4 710.00 €
RIVOIRE	1 245.00 €
VERCORS	3 045.00 €

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

**8 - DEAS - SERVICE SCOLAIRE - CONVENTION SUR LA PARTICIPATION DE LA
COMMUNE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ULIS (UNITÉS LOCALISÉES
POUR L'INCLUSION SCOLAIRE)**

Gaëlle BUREL,

VU les articles L.112-1 à 4, et l'article L.351-1, du code de l'éducation ;

VU les articles D.112-1 à 3 et les articles D.351-3 à 32 du code de l'éducation ;

VU la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la circulaire NOR : MENE1504950C n° 2015-129 du 21 août 2015 « Unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS), dispositifs pour la scolarisation des élèves en situation de handicap dans le premier et le second degré » ;

CONSIDERANT que la ville de Vif sollicite auprès des communes une participation financière pour 1 enfant domicilié hors Vif qu'elle accueille dans les ULIS ;

CONSIDERANT qu'au titre de l'année scolaire 2016-2017, un enfant sassenageois était scolarisé à l'école sur Vif ;

INDIQUE que le montant de la participation de la ville de Sassenage pour un enfant s'élève à 1317.00€;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la convention,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 1317 euros correspondant aux charges de fonctionnement pour l'année scolaire 2016-2017, pour un enfant sassenageois.

Imputation budgétaire : compte 6574

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**9 - DEAS - SERVICE SCOLAIRE - PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COMMUNE
AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE MÉDICO - SCOLAIRE DONT LE
SIÈGE EST À ECHIROLLES**

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'ordonnance n°45-2407 du 18 octobre 1945 ;

VU le décret d'application n°46-2698 du 26 novembre 1946 ;

VU la fusion des centres médico-scolaires de FONTAINE, ECHIROLLES et SAINT MARTIN D'HERES regroupés en un seul centre Sud agglomération situé à l'école élémentaire Auguste Delaune à Echirolles ;

CONSIDERANT la nouvelle convention entre la commune de Sassenage et la commune d'Echirolles, qui a pour objet de prévoir la participation de la commune de Sassenage aux frais de fonctionnement du centre médico-scolaire. la participation sera réglée au vu d'une facture détaillée, sur l'exercice budgétaire suivant, soit n-2 ;

INDIQUE que le montant de la participation de la commune de Sassenage varie en fonction des effectifs transmis par la DSDEN et des variations des coûts ;

DEMANDE une participation financière aux frais de fonctionnement d'un montant de 1318 euros pour l'année 2015 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER les termes de la nouvelle convention, dont un projet est joint, entre la commune de Sassenage et la commune d'Echirolles.

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention et à verser la somme de 1318 euros pour l'année 2015.

Imputation budgétaire : compte 62874 – remboursement caisse des écoles

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Mesdames Christine DURAND et Assunta ROSIN BEDIN entrent en séance à 19 heures et 35 minutes.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Jérôme MERLE à M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Nathalie BRITES à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE à Mme Sylvie GENIN LOMIER - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Gaëlle BUREL - Mme Marie-Laure FELICI à M. Jean-Pierre SERRAILLIER - M. Adrien PSILA à M. Christian COIGNÉ - M. David BUISSON à M. Amédée MATRAIRE - M. Pierre-Manuel CHAUVET à Mme Florence PARVY - Mme Béatrice HEMARD à M. Yannick BELLE

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	23
Nombre de votants	:	32

10 - DAE – SERVICE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE - AVIS DE LA VILLE DE SASSENAGE - STRATÉGIE LOCALE DE GESTION DES RISQUES INONDATION DU TRI (TERRITOIRES À RISQUE IMPORTANT D'INONDATION) DE GRENOBLE-VOIRON

Christian COIGNÉ,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

RAPPELLE que la directive inondation de 2007, conformément à sa transposition en droit français dans la loi du 10 Juillet 2010 *valant Engagement National pour l'Environnement* prévoit l'élaboration de Stratégies Locales de Gestion des Risques Inondation (SLGRI) pour les Territoires à Risque important d'Inondation (TRI).

La commune de Sassenage est *partie prenante* du TRI Grenoble-Voiron, dont les trois SLGRI sont élaborées en cohérence avec le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) qui a été approuvé le 7 décembre 2015 par le Préfet coordonateur de bassin.

A la suite d'une démarche associant les services de l'Etat, des structures expertes et les EPCI, le document finalisé des trois SLGRI, Isère Amont / Drac Romanche / Voironnais, (Sassenage étant concernée par ces deux derniers en raison de situation à la confluence du Drac et l'Isère), a été soumis aux communes par courrier du Préfet du 6 Juillet 2017, et présenté en réunion territoriale en Juillet dernier, en vue de son approbation finale par un arrêté du Préfet en fin d'année.

La commune de Sassenage est appelée à exprimer son avis dans le cadre de *la consultation des parties prenantes et du public* lancé par l'Etat par ce même courrier sur la période du 15 Juillet au 30 Septembre.

EXPOSE que les SLGRI du TRI de Grenoble-Voirion comprennent 1°) **un DIAGNOSTIC**, 2°) un document d'**ENGAGEMENTS entre l'Etat et les collectivités** et 3°) **des PLANS D'ACTION**.

1°) LE DIAGNOSTIC, notamment sur le Drac aval, met en évidence une très forte vulnérabilité humaine (50 % des habitants sont impactés par le risque inondation), économique et environnementale. Il pointe également l'engravement généralisé du domaine public fluvial du Drac, une culture du risque insuffisante sur les inondations, mais aussi la prise en considération de l'aléa de rupture de digue, préoccupation centrale de la nouvelle doctrine de l'Etat en matière de gestion de risque depuis notamment la catastrophe de Xynthia.

Quatre enjeux majeurs y sont identifiés :

- La qualité des ouvrages existants et leur nécessaire évaluation de sureté, permettant de caractériser le risque de rupture de digue ;
- Concrétiser la notion de résilience des territoires ;
- Améliorer la gestion des cours d'eau « en faisant de la nouvelle compétence GEMAPI (Gestion des Milieux aquatiques et Protection contre les Inondations) qui sera exercée à compter du 1^{er} Janvier prochain par la Métro une opportunité de progrès » ;
- Définir les réglementations différenciées des PPRI, avec l'enjeu du PPRI Drac sur Sassenage en cours d'élaboration par les services de la Direction Départementale des Territoires (DDT).

2°) LES ENGAGEMENTS ENTRE L'ETAT ET LES COLLECTIVITES (EPCI, communes, syndicats) prendront la forme d'un document d'intention (que Monsieur le Préfet souhaite voir ratifié par l'ensemble des acteurs) assurant une prise en compte différenciée du risque dans les dispositions règlementaires des PPRI, l'amélioration des dispositifs de gestion de crise et la mise en place d'outils opérationnels tels que les PAPI (Programme d'Action et de Prévention des Inondations) sur le Drac et la Romanche.

Les collectivités s'engagent à réduire la vulnérabilité des territoires (bâti, aménagement résilient) et apporter, à travers la GEMAPI, les garanties nécessaires sur les systèmes d'endiguement, améliorer les dispositifs de gestion de crise, l'Etat révisant le plan ORSEC et les communes élaborant des PCS dits opérationnels sur le risque de rupture de digue, ce dernier point constituant une des conditions des futurs PPRI pour bénéficier d'exceptions au principes d'inconstructibilité dans les zones urbanisées ou les zones d'intérêt stratégique (ZIS).

Le document prévoit également une « meilleure intégration des risques dans les documents de planification urbaine » (PLUi), la création des ZIS (Zones d'Intérêt Stratégique) sur la région urbaine grenobloise ainsi que « des diagnostics de vulnérabilité ».

3°) LES PLANS D'ACTION DE LA SLGRI « Drac Romanche » et « Voironnais ». prévoient, au moyen de fiches-mesures, des actions opérationnelles portant sur l'amélioration de la connaissance des phénomènes d'inondation, une instance de gouvernance des trois SLGRI, l'engagement d'un PAPI à l'horizon 2018 sur le Drac dont les travaux seront éligibles au Fonds Barnier, et la poursuite des travaux d'aménagement sur l'Isère amont.

Les plans d'action visent également à compléter les dispositifs de prévision et de surveillance (ainsi la Romanche sera intégrée au système *Vigicrues* en 2020), améliorer voir créer (notamment auprès des populations scolaires) une culture du risque et de la gestion de crise, évaluer la protection et la gestion des ouvrages hydrauliques (barrages), pour aider à la gestion du risque d'inondation.

Les plans d'action intègrent par ailleurs une prise en compte du risque dans l'aménagement et l'urbanisme, en définissant les principes généraux de constructibilité des secteurs selon les niveaux d'aléa (faible/moyen/fort et bandes de précaution) et la morphologie des tissus (zones non ou peu urbanisées, zones urbanisées, zones urbanisées denses et ZIS). Ce sont ces principes dans lesquels le PPRI Drac devra pleinement s'inscrire et en assurer la traduction réglementaire, dans un rapport d'opposabilité au tiers, pour la délivrance des décisions d'urbanisme notamment.

M. Michel BARRIONUEVO, au nom du groupe Agir pour Sassenage, exprime un avis favorable au dossier de SLGRI présenté par les services de l'Etat sous réserve de la parfaite prise en compte des éléments liés aux risques d'inondation, exposés par le Maire, Christian COIGNÉ.

Suivent des interventions de Messieurs Jean-Pierre SERRAILLIER et Daniel D'OLIVIER QUINTAS, ainsi qu'une question de Madame Florence PARVY à laquelle répond Christian COIGNÉ.

APRES EN AVOIR EXPOSE ET DEBATTU,

Le Conseil Municipal de la VILLE DE SASSENAGE EMET l'avis suivant sur proposition du Maire :

La Ville de Sassenage réaffirme tout d'abord tout son engagement sur l'enjeu de protection des biens et des populations, existantes ou futures, ainsi qu'à la structuration des outils de prévention et de gestion contre le risque inondation à travers l'élaboration du PPRI Drac en cours.

Elle rappelle qu'elle y a d'ailleurs activement participé en élaborant son DICRIM, son PCS, son PPR et PPRi Isère, ou encore avec la reconstruction des digues du Furon pour un montant supérieur à 3,5 Millions d'euros.

Lors de la publication des cartes d'aléas du PPRI Drac dans les prochains mois, elle s'engage à élaborer un PCS opérationnel « inondabilité », comme il est décrit dans la fiche mesure D4 de la SLGRI.

Elle adhèrera pleinement et sera porteuse d'initiatives (auprès des établissements scolaires en particulier) qui participeront à l'émergence d'une culture du risque auprès de la population et des acteurs locaux, ainsi qu'à la répartition clarifiée des rôles et des moyens en gestion de crise.

Sur la forme de la SLGRI, les représentants de la Ville de Sassenage ne peuvent que regretter le faible niveau d'association des communes et surtout qu'aucune publicité, information ou association du public n'aient été mise en place par les services de l'Etat durant la période de consultation publique fixée initialement du 15 Juillet au 30 septembre 2017, période peu propice et de trop courte durée pour assurer la nécessaire information de la population.

Cette dernière, et le recueil de l'avis des habitants sur le risque inondation, revêtent un caractère impératif et itératif, sachant que ce risque impacte d'ores et déjà fortement les conditions d'occupation du sol et le développement de notre territoire depuis le porter à connaissance des cartes du TRI du 28 Juillet 2014 par Monsieur le Préfet de l'Isère.

La Ville exprime en second lieu son souhait d'un interventionnisme fort et prioritaire sur l'entretien du lit mineur du Drac. Sassenage réaffirme tout l'enjeu du rétablissement de la côte initiale de ce cours d'eau intégré au domaine public fluvial sous responsabilité de l'Etat, inentretenu durant plusieurs décennies, ce qui conduit à une élévation généralisée de la ligne d'eau du fait des dépôts solides et de la création de bancs alluvionnaires en amont de Sassenage, aggravés par la retenue du Pont Barrage.

Cet enjeu, clairement identifié dans les études du PPRi Drac en cours, a des conséquences importantes sur les modélisations de crue et aggrave le risque et la vulnérabilité de la population exposée, ce qui est totalement contraire aux objectifs affichés par la SLGRI. La Ville sollicite donc une intervention **urgente, prioritaire et coordonnée** des autorités gemapiennes et de l'Etat et à l'actualisation des cartes d'aléas en fonction des côtes de curage subséquentes.

Bien que la Directrice Départementale des Territoires ait annoncé lors de la réunion territoriale du 12 Juillet 2017, avant que la Métropole ne bâtisse son PAPI d'intention, qu'un préfinancement de l'Etat de 600 000 euros hors PAPI est mobilisé pour un premier traitement des îlots végétalisés du Drac, ce montant, qui reste à confirmer par la DGPR (Direction Générale de la Prévention des Risques), est fort éloigné de des estimations supérieures à 4 millions d'euros de travaux nécessaires au désengrèvement généralisé du lit du cours d'eau, hors études et mesures environnementales de réduction, d'évitement ou compensatoires.

La Ville s'interroge à cet égard sur les modalités de financement de ces travaux de rétablissement du lit réparties en fonction des responsabilités actuelles ou futures des acteurs (Etat et Métropole), qui devront s'assurer de la justice et de l'équité fiscale. Il ne saurait être envisagé à cet égard de solliciter des foyers fiscaux des contributions financières à compter du 1^{er} Janvier prochain, à l'occasion de l'établissement de la taxe GEMAPI, sans que l'Etat soit appelé, au-delà des fonds de concours classiques du fonds Barnier, à la quote-part des travaux qui relevait de sa propre responsabilité jusqu'à cette date. De ce point de vue, la SLGRI ne saurait être complète sans que le document d'intention précise justement la répartition financière de ses acteurs dans une déclinaison opérationnelle.

Sur le rapport inondabilité / aménagement, la commune rappelle les réserves figurant dans la délibération de Grenoble Alpes Métropole du 3 avril 2015 portant avis défavorable de principe sur le projet de PGRI 2016-2021, ainsi que celles émises par la Ville dans son courrier du 16 Juin 2015 à la DREAL sur le même objet, **qui demeurera annexé à la présente délibération.**

Elle ne peut que les renouveler eu égard aux enseignements de la période écoulée qui en a confirmé l'effectivité et les enjeux.

De son point de vue, les documents soumis à la consultation de la SLGRI n'apportent pas de réponse tangible, sécurisée, avec le niveau de précision suffisant, à même de garantir les

prescriptions de constructibilité des futurs règlements différenciés des PPR applicables dans les zones d'aléa moyens et forts du territoire de Sassenage. Ainsi, la densité plancher du nombre de logements à l'hectare qui permettrait de lever sous certaines conditions l'inconstructibilité de ces zones n'est pas définie ni stabilisée à ce jour (cf : matrice figurant dans la fiche mesure C1). Ce qui laisse supposer que Sassenage, du fait de sa situation à l'aval de la rive gauche et de l'agglomération, de l'incertitude régnant sur le niveau de robustesse de ces digues et des travaux qui seraient nécessaires pour y remédier (dans la situation particulière du périmètre de concession du barrage hydro-électrique et de la digue barrage-latéral exploitée par EDF), sera lourdement impacté, notamment par le futur PPRI qui traduira règlementairement l'aléa.

De la même manière, la définition des notions de « zones non ou peu urbanisées », des « zones urbaines hors centres urbains et zones urbanisées denses » et de « centres urbains et zones urbanisées » denses, à la base de la matrice, ne sont pas stabilisées juridiquement en cela qu'elles restent soumises à des interprétations fluctuantes, en raison de l'évolution de la doctrine de l'Etat en matière d'inondabilité.

La Ville RAPPELLE que, c'est par ces motifs, depuis le porter à connaissance du TRI Grenoble-Voirion du 28 Juillet 2014, que la commune de Sassenage s'est vue empêchée de produire plus de 1000 logements nouveaux, en raison des incertitudes régnant sur la gestion des risques naturels et l'efficacité des ouvrages (merlon de la falaise pour le projet GLD/Trignat de 400 logements) ou les secteurs rendus inconstructibles en application des cartographies d'aléas de rupture des digues du Drac tels Bee ô top (270 logements) ou la ZAC Portes du Vercors (1000 logements sur 1ère tranche 2014).

Le développement des zones économiques a été parallèlement stoppé par la mise en place des bandes de précaution, dites « HX100 » de suraléa, le long des digues du Drac et de l'Isère. Bandes aujourd'hui ramenées à 100 mètres par les dispositions de l'arrêté préfectoral dressé le 24 Juillet 2017.

Cette situation trouve son aboutissement dans le recours exercé par Monsieur le Maire de Sassenage à l'encontre de l'arrêté du Préfet du 17 Mai 2017 portant prélèvement de 187 211 euros de ressources fiscales pour non-réalisation des objectifs de la loi SRU.

La commune de Sassenage soutient à cet égard que son territoire urbanisé a été couvert, durant la dernière période triennale 2014-2016, par un cumul de risques relevant de l'application combinée du PPR et PPRI, des cartes de TRI et de la bande de précaution, qui l'ont rendu inconstructible à plus de 50 %, entraînant son exonération du dispositif SRU, en application de l'article L302.5 du code de construction et de l'habitation. Les difficultés juridiques et de responsabilité croissantes auxquelles elle a été confrontée l'ont ainsi considérablement freiné dans son développement urbanistique et économique sans compter les conséquences sur la fiscalité locale entraînées par cette situation (exemple pour l'exercice 2018 : 231 000 € de recettes TH et TFB confondues sur la seule opération Bee-ô-Top). Le porter à connaissance des cartes d'aléa du PPRI Drac d'ici fin 2017 ne doit pas constituer une nouvelle étape aggravante, l'approbation du PPRI et son règlement opposable n'étant prévus qu'en 2020, mais doit s'accompagner d'une clarification de certaines notions (vulnérabilité aggravée...) et des prescriptions opposables aux projets nouveaux et sur l'existant.

En ce qui concerne les ZIS, l'avis défavorable rendu par le Commissaire enquêteur notamment sur les conditions de réalisation d'une ZIS sur le territoire de la ZAC Portes du Vercors interpelle également la Commune sur ce dispositif, né d'une circulaire du 27 Juillet 2011 non publiée au Journal Officiel, traitant du risque de submersion marine dans les PPR littoraux, dont les effets et les conditions sur la levée de l'inconstructibilité ne sont aujourd'hui ni stabilisés ni d'un point de vue juridique ni périmétrique.

L'ensemble de ces éléments appelle donc une évolution de la doctrine et une stabilisation législative ou tout du moins réglementaire dont la SLGRI doit se faire écho.

Sassenage est à ce titre favorable que l'Etat et la métropole réfléchissent aux formes urbaines les plus adaptées au risque inondation, via les règlements différenciés des futurs PPRI et à une OAP « résilience » (Orientation d'Aménagement et de Programmation) du futur PLUi. Elle encourage également que l'Etat, dans le cadre d'une responsabilité et un portage partagé, accompagne, comme il est dit dans la SLGRI, les services instructeurs du droit des sols sur la question de l'inondabilité. Surtout si on admet que la période écoulée s'est caractérisée de la manière inverse, en reportant l'essentiel des responsabilités sur les Maires au motif de la police de la sécurité publique qui leur incombe, sans qu'ils n'aient nécessairement les moyens internes ou les profils métiers adaptés pour sécuriser les décisions d'urbanisme.

La ville de Sassenage salue à ce titre l'initiative de la métropole d'avoir créé spécifiquement une cellule risque en charge de l'accompagnement et de la négociation avec les parties prenantes sur ces questions.

Et ce d'autant plus que depuis les cartes du TRI de 2014 identifiant de nouveaux territoires inondables, l'avancement sur la connaissance et la culture des risques est en progression, tout comme l'ingénierie mobilisée (AMO, BET, géologues, hydrogéologues, architectes) pour les projets nouveaux. Face à ces possibilités nouvelles nées de l'intelligence de projet et l'approche transversale des porteurs de projet, la ville formule la proposition d'aller plus loin dans l'évolution de la matrice proposée par la SLGRI. Dans les zones d'aléas moyens et forts, il est capital que l'approche nouvelle et effective d'un aménagement résilient pallie au risque d'abandon et de déshérence des territoires.

C'est aussi un des enjeux autour des ZIS citées plus haut, et c'est pourquoi Sassenage sollicite à cet égard d'être associée le plus rapidement possible aux études relatives à la création de la ZIS de la ZAC Portes du Vercors, opération qui s'est vue décernée le prix national « construire en zone inondable », et qui permettrait, si tout du moins, l'action est engagée par l'Etat et la métropole dans une temporalité brève, une expérimentation à échelle réelle de ces principes sur un territoire à fort enjeu.

La Ville de Sassenage exprime donc un avis défavorable au dossier de SLGRI présenté par les services de l'Etat, sur proposition du Maire.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'EXPRIMER un avis défavorable au dossier de SLGRI présenté par les services de l'Etat.

11 - DAE – SERVICE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE DÉROGATION AU REPOS DOMINICAL POUR L'ANNÉE 2018
--

Jérôme GIACHINO,

VU les dispositions prévues au code général des collectivités territoriales et notamment à son article L 2121-29 ;

VU la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques promulguée le 6 août 2015 dite loi Macron ;

VU l'article L.3132-25-4 du code du travail définissant les conditions d'acceptation par les salariés à travailler le dimanche ;

VU l'article L.3132-26 et suivants du code du Travail ;

CONSIDERANT conformément aux dispositions de l'article L.3132-26 du code du Travail que dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés par décision du maire prise après avis du Conseil municipal ;

CONSIDERANT que le nombre de ces dimanches ne peut excéder 12 par an ;

CONSIDERANT que si le seuil n'excède pas 5 dimanches par an, la liste des dates retenues doit être arrêtée avant le 31 décembre pour l'année suivante, et ce après avis du Conseil municipal ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la dérogation au repos dominical, le principe du volontariat pour les salariés demeure ;

CONSIDERANT que les contreparties sont fixées par la loi, et notamment par l'article L. 3132-27 du code du Travail en ce qui concerne le doublement du salaire et le repos compensateur ;

CONSIDERANT que pour les commerces de détail alimentaires dont la surface de vente est supérieure à 400 m², lorsque les jours fériés légaux, à l'exception du 1^{er} mai, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le Maire, dans la limite de trois ;

CONSIDERANT au vu des spécificités du commerce de détail existant sur le territoire de Sassenage, il est envisagé de retenir quatre dimanches au titre de l'année 2018 ;

CONSIDERANT qu'il est apparu pertinent de déroger au repos dominical lors la période festive de fin d'année susceptible de générer des flux de clientèle locale ou extérieure plus importants ;

CONSIDERANT que conformément aux dispositions de l'article L 3132-26 du code du travail, il est ainsi proposé de soumettre à l'avis du Conseil municipal la liste des cinq dimanches proposés, à savoir les dimanches 9, 16, 23 et 30 décembre 2018 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE DONNER un avis favorable sur l'ouverture dominicale des commerces de détails les dimanches 9, 16, 23 et 30 décembre 2018.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

12 - DAE – SERVICE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AU PROFIT DE « UN TOIT POUR TOUS DÉVELOPPEMENT » POUR LA RÉALISATION DE LOGEMENTS SOCIAUX

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU la loi Solidarité et Renouvellement Urbain en date du 13 décembre 2000,

VU la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové en date du 24 mars 2014,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L 2121-29 ;

VU le code de l'urbanisme, et notamment l'article L.210-1 du code de l'urbanisme ;

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment les articles L.302.8, L.302-9-1 et L.302-7 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014 212-022 en date du 31 juillet 2014, prononçant la carence de la commune de Sassenage en regard des objectifs qui lui avaient été assignés en matière de réalisation de logements locatifs sociaux pour la période triennale 2011-2013 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014 309-0013 du 5 novembre 2014 instituant un droit de préemption urbain renforcé sur la commune de Sassenage ;

VU le plan local de l'habitat approuvé par délibération de Grenoble Alpes Métropole en date du 3 décembre 2010, et modifié par délibération en date du 3 juillet 2015 ;

CONSIDERANT que la commune de Sassenage fait l'objet d'un constat de carence depuis un arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2014 au motif qu'elle n'a pas atteint son objectif en matière de production de logements locatifs sociaux sur la période triennale 2011-2013 ;

CONSIDERANT que dans ce cadre, l'exercice du droit de préemption est exercé par le représentant de l'Etat dans le Département en application de l'article L.210-1 du code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT que l'Etat a délégué, par arrêtés préfectoraux en date du 25 août 2016, du 21 décembre 2016, du 18 avril 2017 et du 27 avril 2017 l'exercice du droit de préemption à « Etablissement Public foncier local du Dauphiné » (EPFLD) pour l'acquisition de deux appartements sis au 1 avenue de Romans, parcelles cadastrées section BB n°69 et BB n°70, d'un appartement sis 27 chemin du Vinay, parcelle cadastrée BC n°10, et d'un appartement sis 8 rue du Moucherotte, parcelle BB n°104;

CONSIDERANT que les opérations consistent en un portage foncier par l'EPFLD du Dauphiné en vue de l'acquisition-amélioration au bénéfice de « Un Toit Pour Tous Développement » et de leur conventionnement en PLAI ;

CONSIDERANT que ces opérations consistent à l'acquisition-amélioration de logements très sociaux (PLAI) ;

CONSIDERANT que ces acquisitions participent à la réalisation des objectifs fixés dans le programme local de l'habitat, et en cohérence avec les objectifs déterminés en application de l'article L.302-8 du code de la construction et de l'habitation ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation, le Préfet de l'Isère a conclu quatre conventions, en date du 25 août 2016, du 21 décembre 2016, du 27 mars 2017, et du 27 avril 2017 avec l'EPFLD, et précisant les modalités de réalisation des quatre opérations de logements sociaux susvisées ;

CONSIDERANT qu'à ce titre, la commune contribue au financement de chacune des opérations pour un montant au moins égal à la subvention foncière versée par l'Etat dans le cadre de la convention, sans que cette contribution puisse excéder la limite de 5000 € par logement ;

CONSIDERANT qu'il convient ainsi de verser à « Un Toit Pour Tous Développement » une subvention à hauteur de 5000 € par logement ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER l'attribution et le versement d'une subvention au profit de « Un Toit Pour Tous Développement » à hauteur de 5000 € par logement pour les biens situés au 1 avenue de Romans, au 27 chemin du Vinay, et au 8 rue du Moucherotte, soit un montant total de 20 000 €,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget primitif 2017

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**13 - DAE – SERVICE COMMANDE PUBLIQUE – GROUPEMENT DE COMMANDES –
MISE Á DISPOSITION DE PERSONNEL INTÉRIMAIRE.**

Christian COIGNÉ,

VU le code général des collectivités locales, notamment son article L 2131-1 ;

VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU le décret n° 2016-360 en date du 26 mars 2016 relatifs aux marchés publics et notamment l'article 27 ;

CONSIDERANT que la mutualisation, en se constituant en groupement de commandes, conformément aux dispositions de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, de mutualiser les frais de gestion du montage du marché et incidemment d'obtenir des meilleurs prix et qualités des services associés

PROPOSE dans un souci de gestion efficiente et en vue de rationaliser les frais de gestion du personnel, la création d'un groupement de commandes entre la ville de Sassenage et le C.C.A.S. de Sassenage;

INDIQUE que la convention constitutive de ce groupement désigne la ville de Sassenage en qualité de coordonnateur chargé d'organiser la procédure commune de mise en concurrence.

Chaque partie signera, notifiera et assumera l'exécution du marché qui le concerne.

Ce groupement de commandes sera constitué après la signature de la convention constitutive.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le projet de convention de groupement d'achat ci-annexé, entre la ville de Sassenage et le C.C.A.S. de Sassenage, conformément aux dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 ;

DE DESIGNER la ville de Sassenage comme coordonnateur du groupement de commandes ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Puis, Monsieur le Maire répond à deux questions du groupe Agir Pour Sassenage.


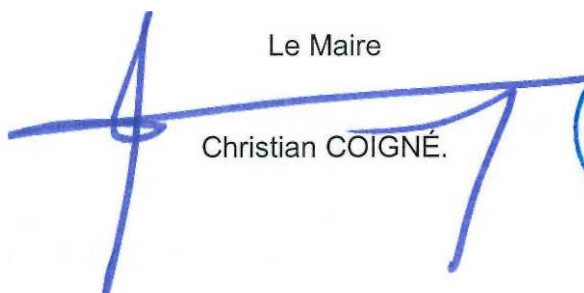
Enfin, Monsieur le Maire annonce que la prochaine réunion du Conseil Municipal aura lieu le 19 décembre 2017 à 19h00 en salle Henriette GROLL, à Sassenage.

La séance est close à 20 heures et 10 minutes.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 07 novembre 2017

Le Maire
Christian COIGNÉ.



Affichage le : / 9 NOV. 2017

n° 109